

Moruroa - Fangataufa : la cession

TEMOIGNAGES. Lors des commémorations du 29 juin à la stèle de Faa'a, Oscar Temaru à lu une lettre de Jacques-Denis Drollet, qui a proposé et voté la cession des deux atolls à la France le 6 février 1964, alors qu'il était membre de la commission permanente et rapporteur du dossier. Jean-Baptiste Heitarauri Ceran-Jérusalémy, alors représentant de l'assemblée territoriale, a souhaité apporter son témoignage.

L'ESSENTIEL

► Au début des années 60, la France est déterminée à poursuivre les essais nucléaires, mais elle doit quitter le Sahara et cherche un nouveau site

► Le choix se porte sur la Polynésie. LA France crée le CEP avant même que la Polynésie française ne lui cède les atolls de Moruroa et Fangataufa, le 6 février 1964

► 45 ans plus tard, la restitution n'est pas à l'ordre du jour

Alors que la loi Morin, sur l'indemnisation des victimes des essais nucléaires, vient d'être adoptée par les députés de l'Assemblée Nationale, se pose la question de la "restitution" à la Polynésie française des atolls de Moruroa et de Fangataufa. Oscar Temaru a choisi, lors des commémorations du 29 juin à la stèle de Faa'a, de revenir sur les conditions de la cession de ces deux atolls en février 1964. A travers la lecture d'une lettre que lui a adressée Jacques-Denis Drollet (lire ci-dessous), alors membre de la commission permanente et rapporteur du dossier.

Le 6 février 1964, la Commission permanente de l'Assemblée territoriale de Polynésie cède gratuitement à la France les deux atolls de Moruroa et Fangataufa dans les conditions suivantes : "Art. 1 - Sont cédés gratuitement, en toute propriété, par le Territoire à l'Etat, pour les besoins du Centre d'Expérimentations du Pacifique, les atolls dénommés de Moruroa et de Fangataufa, situés dans l'Archipel du Tuamotu. (...) En cas de cessation des activités du Centre d'Expérimentations du Pacifique, les atolls de Moruroa et de Fangataufa feront d'office retour gratuit au domaine du Territoire dans l'état où ils se trouveront à cette époque, sans dédomma-

gement ni réparation d'aucune sorte de la part de l'Etat. Les bâtiments qui s'y trouveront édifiés à cette même époque ainsi que le matériel laissé sur place deviendront propriété du Territoire sans indemnité..." Ce document a été adopté, au sein de la Commission permanente par trois voix contre deux.

Pour les historiens, cet acte ne constitue en fait qu'une formalisation, l'occupation ayant commencé dès 1963 (lire chronologie). Au début des années 60, la France est déterminée à poursuivre les essais nucléaires, mais elle doit quitter le Sahara et cherche un nouveau site. Son regard se porte rapidement vers les îles éloignées du Pacifique. Dès 1962, le Centre d'Expérimentations du Pacifique (CEP) est créé et les atolls de Mururoa et de Fangataufa sont retenus comme sites potentiels. En novembre 1963, le gouverneur Grimald dissout le RDPT de Pouvanaa a Oopa, et le Pupu Tiama Maohi de Jean-Baptiste Heitarauri Ceran-Jérusalémy, opposés à l'implantation du CEP. En janvier 1964, la Direction des Centres d'Expérimentation Nucléaire (DIR-CEN) est créée avec pour mission la construction, puis l'exploitation de ces deux nouveaux sites de tir. Au travers de la lettre de Jacques-Denis Drollet qui a voté pour cette cession et rédigé l'acte, et le témoignage de Jean-Baptiste Heitarauri Ceran-Jérusalémy, représentant à l'assemblée territoriale durant cette période et opposé à l'installation du CEP, ce caractère inéluctable et les pressions de Paris transparaissent.



En 1964, la France avait besoin d'un nouveau site d'expérimentation et a fait en sorte d'obtenir les deux atolls.

Aujourd'hui, après la cession, la question de la restitution se pose mais d'une part, l'imprécision de l'acte de cession ne facilite pas les conclusions de retour à la roynesie française des anciennes installations du CEP, et d'autre part, l'Etat n'y semble pas disposé. Hervé Morin, questionné à ce sujet dans une interview aux Nouvelles le 24 juin se contentait de répondre, "nous devons continuer à assurer une surveillance de ces sites." Plus précis, Marcel Jurien de la Gravière, délégué à la sûreté nucléaire, en

visite à Hao il y a quelques jours expliquait : "Il y a de la radioactivité à Moruroa dans toutes les cavités de tir et elle a une durée de vie de plusieurs milliers d'années donc il ne faut pas rêver c'est irréversible, ça a été fait comme ça. Il faut surveiller pour garantir que ça n'affecte pas l'environnement."

NB : pour plus de détails, se rendre sur le site : www.moruroa.org

Entretien Extraits de la lettre de Jacques-Denis Drollet lue par Oscar Temaru lors des commémorations du 29 juin à la stèle de Faa'a



"Le transfert de la propriété des atolls de Moruroa et Fangataufa, de la Polynésie française à l'Etat français, ma version et mes réflexions."

Nommé rapporteur
"Alors que je me trouvais en mission à Paris, pour quémander une poignée d'une vingtaine de millions de francs pacifiques pour équilibrer le budget du Territoire, dont j'étais le rapporteur, le secrétaire général de l'Assemblée Territoriale, M. René Lebourcher, m'appela au téléphone, pour me dire, que mes bons amis, de mon

groupe, bien intentionnés, ainsi que certains opposants, m'avaient désigné rapporteur du très brûlant dossier de Moruroa et Fangataufa. (...)"

L'audience avec le général
(...) Il me mit au courant de ses projets d'installations futures en Polynésie, soulignant l'urgence du démarrage des travaux de premières installations. Il ajouta qu'il souhaitait que tout se passe bien, dans l'intérêt de la Polynésie et de la France, dont la grandeur et la sécurité ne pouvaient exister que si elle possédait l'arme de dissuasion atomique, ainsi que la maîtrise des technologies nucléaires d'avenir... Qu'il avait besoin de la Polynésie pour l'aider à réaliser ces grands desseins et que la France reconnaissante aiderait, à jamais, la Polynésie française. Devant ma perplexité du moment, dont il s'aperçut aisément, il déclara que dans le cas contraire, il était décidé à faire décréter que la Polynésie serait un territoire militaire avec tout ce que cela comporte comme aléas et conséquences. Solution qu'il semblait préférer entre toutes pour mener à bien sa mission sacrée : "La France de la France." (...)

Retour à Papeete
"Jacques Tauraa et John Teariki fuyaient leurs responsabilités et traitaient ces sujets avec sarcasmes. Après plusieurs tentatives

de rencontres infructueuses, au moment où, las, j'avais décidé de me dessaisir de ce dossier ils trouvèrent, par hasard, un peu de temps, ensemble, pour me recevoir afin de parler de ces atolls. L'un, Jacques Tauraa, me proposa de les vendre pour 20 milliards et l'autre, John Teariki, de les louer pour 1 milliard par an. Ils réagissaient en commerçants, maquignons, qu'ils étaient tous les deux. Jacques Tauraa, Président de l'Assemblée Territoriale était devenu de porcs à Titiro, vendeur aux étals du marché de Papeete et John Teariki, Président du parti RDPT, était devenu et vendeur de porcs, armateur, pêcheur, à Moorea... Je n'ai jamais su s'ils me parlaient sérieusement, ou s'ils me menaient en bateau ? (...) Ce fut notre dernière rencontre sur ce sujet. Pris par le temps de forclusion légale de dépôt de mon rapport, je décidais, pour calmer la "bête", envers et contre tous, de donner ces atolls, en pâture, à la France, qui d'une manière ou d'une autre les aurait acquis, tant le besoin déclaré en était grand et pressant... évitant ainsi à "mes bons amis" l'embarras d'une vente ou d'une location. Je pris soin de rédiger mon rapport, de don, de telle sorte que l'Etat Français n'oublie jamais le sacrifice forcé que l'on exigeait de nous."

Le vote
"Lors du vote de ce rapport en Commission

Permanente, composée de 5 membres, trois membres votèrent pour le don, deux demandèrent de surseoir au vote pour réfléchir encore un peu... Le vote eu lieu. Les mêmes conseillers de l'Assemblée Territoriale, amis comme opposants, qui m'avaient chargé de cet épineux sacerdoce, croyant me mettre dans leur poche, se mirent à pousser des cris de jeunes vierges éplorées pour attirer l'attention de la presse parlée, écrite et télévisuelle. Un mois après, l'Assemblée Territoriale, en séance plénière et à l'unanimité adopta le rapport général d'activité de la Commission permanente, y compris le rapport sur le don des atolls. Tout ce petit monde, hypocritement, était enfin d'accord pour solutionner définitivement cette affaire. Que n'ont-ils réagi à ce moment là ?"

Conclusion
"Voilà ma version des faits et les quelques réflexions que je peux faire sur ce sujet. Le Général de Gaulle est le seul responsable de l'installation du C.E.P en Polynésie française. Jacques Tauraa et John Teariki n'ont pas pris leurs responsabilités. Les politiciens ont souvent une double langue ou la langue fourchue : ils disent une chose devant les caméras et pensent autre chose en privé. Sur le moment, j'ai pris toutes mes responsabilités mais, si c'était à refaire, je ne le ferai pas."

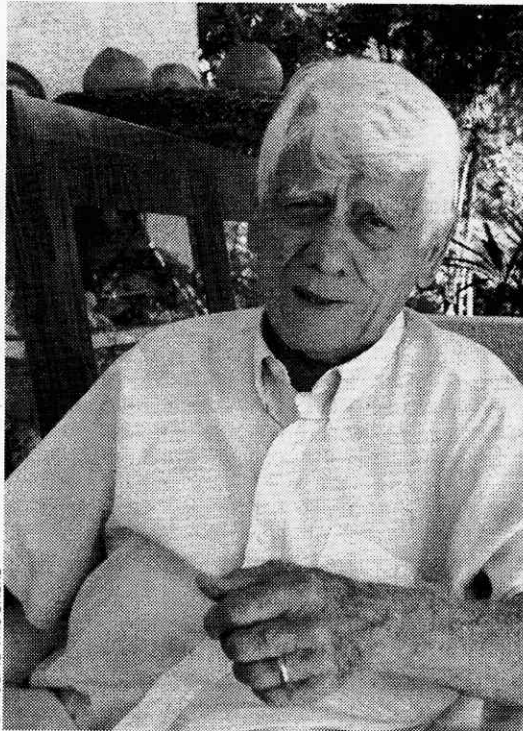
Sa carrière en quelques mots

"Je suis né le 6 décembre 1923 à Papeete. J'ai fait une carrière complète d'instituteur des écoles publiques. J'ai dirigé toutes les écoles primaires publiques de la Polynésie française et géré le Service de l'Education Territorial pendant 15 ans. Au titre de l'éducation, je suis officier de la Légion d'Honneur et Commandeur dans l'ordre des Palmes Académiques. J'ai été élu durant 2 législatures, 10 ans, à l'Assemblée Territoriale de la Polynésie française, dans le groupe du Rassemblement des Populations Tahitiennes (RDPT) dont j'étais membre. Je suis à la retraite depuis le 6 décembre 1987. A l'Assemblée Territoriale, j'ai pris une part active à la vie de nos institutions territoriales et en raison de cela je fus élu Président de nombreuses commissions internes, et notamment, de la Commission Permanente."

était inéluctable



Entretien Jean-Baptiste Ceran Jérusalémy : "J'étais contre"



Jean-Baptiste Heitarauri Ceran-Jérusalémy était représentant à l'Assemblée territoriale de Polynésie française quand la cession des atolls de Moruroa et de Fangataufa a été votée par la commission permanente en février 1964.

Les essais au Sahara
"J'ai été invité à visiter le site de Reggane dans le sud de l'Algérie et c'est là qu'en rencontrant des élus du pays que j'ai vu que ces essais n'étaient pas seulement rejetés par l'Algérie, mais par l'ensemble des territoires d'Afrique : l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, l'Afrique équatoriale. Et donc, il fallait au Général De Gaulle, trouver un autre site pour continuer ses essais nucléaires. Je reconnais que cela a permis à la France, avec cette arme nucléaire entre les mains, de pouvoir parler avec les autres grandes puissances de ce monde que ce soit les USA, l'URSS à l'époque, ou la Grande-Bretagne. Cela a permis à Paris d'être respecté par tous ces États et j'en suis heureux."

La cession des deux atolls
"Je suis donc allé au Sahara et en revenant, j'ai tout de suite dit, "non, il ne faut pas accepter". Au début, nous étions en séance plénière. Le gouverneur de l'époque a invité le président de l'assemblée Jacques Tauraa et John Teariki qui était membre de l'assemblée et représentant du territoire à Paris, et Jacques Tauraa a transféré le dossier des deux atolls à la commission permanente."

Pourquoi ?
"Parce qu'en assemblée, cela aurait été une discussion publique, tandis qu'en commission permanente, ça devenait privé. Il y avait cinq membres dans la commission permanente, et seuls pouvaient assister à la réunion, des représentants de l'assemblée. J'étais membre de l'assemblée, on ne pouvait pas s'opposer à ma présence. J'ai donc participé à cette réunion de la commission permanente et là, j'ai vu qu'il s'agissait des essais nucléaires qui allaient être transférés ici, dans nos îles, et j'ai exprimé mon opposition à un tel transfert. Il y avait cinq membres dans la commission permanente, il fallait trois membres pour faire la majorité, alors qu'en assemblée plénière, la majorité n'aurait pas penché si facilement. Sur les cinq membres, il y avait déjà deux membres qui étaient acquis à cette affaire, il fallait trouver un troisième membre. Et ça a été facile puisqu'on a appelé le président de la commission permanente chez le gouverneur pour lui faire comprendre que cela venait de Paris, que des questions de présence, des questions économiques, tout cela était mis dans la balance. Il était difficile de refuser l'installation de ce centre d'essais nucléaires."

(...) "Par trois voix sur cinq, la cession de Moruroa et Fangataufa a été acceptée. Cession au gouvernement français pour faire les essais nucléaires. Nous aurions pu vendre les deux atolls mais ce n'était pas une question d'argent. Dans ma tête à moi, ce qui comptait, c'est que ces essais étaient nocifs et nous en ressentons encore les effets aujourd'hui. J'étais là, j'ai fait ce que je devais faire. Et Pouvanaa a Oopa a trinqué dans tout cela.

Il a été éloigné d'ici, pour justement, ne pas pouvoir s'opposer à ces essais nucléaires."

La lettre
"Jacques-Denis Drollet a adressé une lettre à Oscar Temaru. Ce soir-là, j'ai assisté à cette réunion du 29 juin à Faa'a. Après qu'Oscar Temaru ait parlé, je suis allé vers lui pour lui demander de dire que je voulais intervenir. Parce que dans la lettre adressée par Jacques-Denis Drollet à Oscar Temaru, il citait les noms de Jacques Tauraa et de John Teariki, de manière pas très gentille et surtout pas très respectueuse. Ça m'a révolté et c'est pour cela que j'aurais voulu intervenir ce soir-là, devant le public, pour défendre la mémoire de Jacques Tauraa et John Teariki. Je me suis levé et je me suis approché d'Oscar Temaru et je lui ai demandé si je pouvais répondre à ce qui avait été dit. Il m'a demandé si je ne pouvais pas laisser cela de côté. Il n'a pas opposé un refus catégorique, il m'a simplement demandé de ne pas rentrer dans ce débat-là, il devait prendre l'avion. Pour ne pas gêner le départ d'Oscar Temaru, j'ai accepté de me taire."

Propos recueillis par CV

Sa carrière en quelques mots

"Je suis né le 4 février 1921 à Papeete. J'ai travaillé comme fonctionnaire à l'imprimerie officielle. J'ai été élu représentant à l'Assemblée représentative des Etablissements Français d'Océanie et j'ai accédé par deux fois, en 1953 puis en 1958, à la présidence de l'Assemblée. J'ai participé, aux côtés de Pouvanaa a Oopa à la création du Comité Pouvanaa, qui deviendra le RDPT, j'en étais le secrétaire-trésorier général. J'ai pris ma retraite de l'imprimerie en 1987."

Chronologie

15 mai 1957 : Décision de la construction de l'aéroport de Faa'a.

18 avril 1958 : Recherche d'une alternative au Sahara et proposition par le général Ailleret "d'une île de l'Union Française suivant les résultats d'une étude déjà faite."

11 octobre 1958 : Arrestation et exil de Pouvanaa a Oopa, député de Polynésie française.

Décembre 1961 : Le choix de la Polynésie se précise.

Début 1962 : Urgence de trouver un site utilisable dès 1964.

Mars 1962 : Mission secrète du général Thiry en Polynésie. Conclusion : "Choisir les îles Gambier" (dont Moruroa).

27 juillet 1962 : Le Conseil de défense décide la création d'un site d'expérimentations nucléaires en Polynésie.

21 septembre 1962 : Création du Centre d'Expérimentations du Pacifique (CEP).

3 janvier 1963 : De Gaulle annonce l'implantation du CEP à une délégation d'élus polynésiens.

Mai 1963 : Débarquement du premier détachement du Génie à Moruroa.

19 juillet 1963 : Le paquebot Tahitien débarque les premiers légionnaires à Tahiti.

7 au 13 septembre 1963 : Louis Jacquinot, ministre d'Etat chargé des Dom-Tom visite les Marquises et les Tuamotu.

9 septembre 1963 : Arrivée du premier contingent de travailleurs polynésiens à Moruroa en provenance de l'atoll de Anaa.

6 novembre 1963 : Dissolution du RDPT de Pouvanaa a Oopa.

30 novembre 1963 : Arrivée du transporteur Chéiff à Moruroa.

5 décembre 1963 : Arrivée à Tahiti du LST Foudre débarquant les premiers matériels et engins de terrassement.

Janvier 1964 : Visite à Moruroa de Gaston Palewski, ministre d'Etat chargé de la Recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales.

Janvier 1964 : Visite à Tahiti et aux Tuamotu de Pierre Messmer, ministre des Armées et de l'amiral Cabanier, chef d'état-major de la Marine.

30 janvier 1964 : Création de la direction des centres d'expérimentations nucléaires, organisme mixte Armées-CEA.

6 février 1964 : Cession par le territoire de Polynésie française à l'Etat des atolls de Moruroa et Fangataufa.